

# **Délégation du Défenseur des droits de la République française**

**20/09/2018 – Locaux d’Inclusion**

## **Présents**

- Patrick Gohet, , Adjoint du Défenseur des droits en charge de la lutte contre les discriminations et pour la promotion de l’égalité – [www.defenseurdesdroits.fr](http://www.defenseurdesdroits.fr)
- Mme Fabienne Jégu, Conseillère – Expertise handicap – Secrétariat général du Défenseur
- Mme Néphéli Yatropoulos, Adviser for European and international affairs – Cabinet du Défenseur – [nepheli.yatropoulos@defenseurdesdroits.fr](mailto:nepheli.yatropoulos@defenseurdesdroits.fr)
- Pierre Gyseling PG
- Thomas Dabeux TD
- Olivier Magritte OME

## **Introduction**

PG accueille la délégation du Défenseur des droits en charge de la lutte contre les discriminations et pour la promotion de l’égalité. Chacun se présente

Patrick Gohet formule les remerciements d’usage et pose une première série de questions portant sur ce qu’est le BDF, sa forme juridique, durée du mandat du Président...

PG répond

## **Fonctionnement du BDF par rapport au processus UNCRPD**

Les différents membres de la délégation du Défenseur posent des questions sur la manière dont le BDF a fonctionné pour la rédaction du premier rapport alternatif du BDF.

Ce qui les intéressait particulièrement était le déroulement chronologique depuis la ratification jusqu’à la remise du rapport alternatif. Ils ont beaucoup insisté pour avoir des détails des réunions avec le Comité des Experts à Genève.

PG et OME répondent à chaque question.

Il n’a pas été possible d’aborder le contenu des recommandations, contrairement aux questions annoncées.

La délégation du Défenseur s’est montrée particulièrement intéressée par l’aspect « éducation permanente » de la démarche ainsi que par le caractère « structurant » du processus.

## **Les recommandations du Comité des droits des personnes handicapées**

Les membres de la délégation du Défenseur posent des questions sur l'utilisation par le BDF des recommandations du Comité des droits des personnes handicapées.

PG, OME et TD répondent en faisant référence :

- Aux rencontres avec les membres des différents Parlements
- Aux contacts avec les chefs de gouvernement
- À l'évaluation à mi-parcours et aux contacts presse qui en ont découlé

La délégation du Défenseur s'est montrée particulièrement intéressée par les aspects « lobbying » de ces démarches.

### **Repas**

Le repas s'est déroulé de manière conviviale et détendue. La discussion a surtout porté sur la capacité pour le Défenseur à porter des cas devant les instances judiciaires et devant les instances européennes (Conseil de l'Europe)

OME a posé des questions concernant l'« European Disability Card ». Les réponses ont été très courtes :

- les services du Défenseurs ne s'en sont pas occupé
- les associations ne se sont pas réellement positionnées à ce sujet
- La carte française a intégré 3 carte différentes dont la carte de stationnement, mais elle ne respecte pas le modèle européen. Les personnes handicapées ne peuvent donc plus s'en prévaloir lorsqu'elle voyagent dans d'autres Etat membres. C'est un échec en termes de « libre circulation » au niveau européen !

Réflexion aposteriori de OME : cela ne va pas faciliter notre travail de « lobbying » vers les associations françaises : elle se mobiliseront plus facilement pour récupérer une carte européenne de stationnement plutôt que pour obtenir l'EDC... Ne pensons même pas à obtenir les deux : au lieu d'une carte pour en remplacer 3, ils en arriveraient à 3 cartes...